

Alimentation
en question

Mars 2006



Supplément
Cap Sud 2006

POINT SUD
REGARDS SUR LE MONDE



Sommaire

- 003 Les répercussions mondiales d'un acte des plus banals
- 004 Le Droit à l'alimentation
- 005 Le Jardin Potager
- 006 OMC, 10 ans après : un bilan désastreux
- 007 Laisser une chance à la production vivrière africaine
- 008 Les bananes équitables font la différence
- 009 Combattre la faim
- 010 Stopper l'exode rurale grâce au fumier!
- 011 Les OGM, une réponse à la malnutrition ?
- 013 La malnutrition : qu'en est-il de ce fléau actuel?
- 015 Promouvoir un comportement responsable envers l'environnement par notre alimentation

impresum

rédaction: Nikola Castillo, Didier Deriaz, Bertrand Fischer, Christophe Golay, Valentina Hemmeler, Thierry Pleines, Karen Steinbach, Alexa Wiskott-Massé, Roger Zürcher.

contact: Point Sud-Regards sur le monde, journal d'opinion et d'information Ingénieurs du Monde-Boîte postale 80-EPFL-CH-1015 Lausanne
site: <http://idm.epfl.ch>

numéro 23: avril 2006, 400 exemplaires

prochaine parution: juin 2006- articles à soumettre quinze jours avant la parution.

L'opinion exprimée dans les articles n'engage que leurs auteurs.

Les répercussions mondiales d'un acte des plus banals

Mener une fourchette à sa bouche, ce geste quasi machinal que l'on exécute quotidiennement ici dans le Nord ne l'est pas pour tout le monde et ne le sera peut-être pas pendant les années à venir. Le problème peut être séparé en deux aspects qui n'en demeurent pas moins intimement liés : d'abord les limites **naturelles** du système Terre à fournir de la nourriture à une population humaine toujours grandissante - ainsi qu'à sa population d'animaux domestiques - tout en voulant préserver la faune sauvage ; ensuite **l'organisation humaine** et son lot d'inégalités qui empêchent l'accès aux ressources - alimentaires ou non - à certaines couches de la population mondiale.

Les décideurs ont tendance à oublier ce deuxième volet et tentent de résoudre le problème par des réponses purement techniques : augmentation des rendements agricoles. Génie génétique, politiques démographiques, etc. En tant que futurs ingénieurs nous ne pouvons négliger ces aspects mais nous voulons conjuguer notre réflexion aux aspects politiques ainsi qu'aux habitudes alimentaires et à leurs évolutions, qui peuvent avoir des conséquences d'une très grande ampleur (régimes basés sur la viande et sur l'importation de produits exotiques au Nord ; cultu-

res d'exportations au Sud).

C'est pourquoi nous espérons que Cap Sud sera l'occasion de faire le pont entre le monde des ingénieurs que représente l'EPFL, les ONG consacrées à l'aide au développement, les chercheurs en sciences sociales, et enfin le monde de l'agriculture.

Dans ce numéro de POINT SUD, vous trouverez une série d'articles liés à la problématique de l'alimentation. Il s'agit soit de textes originaux, soit de textes proposés par différentes organisations invitées à Cap Sud.

Par la publication de ce journal, nous espérons compléter les idées qui seront exposées et débattues lors des conférences et de l'espace de rencontre durant Cap Sud. Nous vous encourageons vivement à nous faire part de vos commentaires et vous souhaitons une excellente lecture et une bonne semaine Cap Sud.

Nikola Castillo
nikola.castillo@epfl.ch



Le Droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme. Il est aujourd'hui reconnu au niveau international, régional et national. Il existe. Le droit à l'alimentation est universel. Il appartient à chaque personne.

Pourtant, dans le monde aujourd'hui 852 millions de personnes sont gravement et en permanence sous-alimentées (815 millions dans les pays en développement, 28 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays industrialisés) et plus de 5 millions d'enfants meurent chaque année des conséquences de la faim et de la malnutrition¹ - un enfant toutes les 5 secondes !

Sur ces 852 millions de personnes, 50 % sont des petits exploitants agricoles, 20 % sont des ruraux sans terres, 10 % des pasteurs nomades ou des petits pêcheurs, et 20 % vivent dans la pauvreté urbaine. 5 % à peine sont touchés par des situations d'urgence alimentaire dues à des conflits armés, à des conditions climatiques exceptionnelles (principalement sécheresses ou inondations) ou à des transitions économiques violentes.² Sur les 5 millions d'enfants mourant chaque année des conséquences de la faim et de la malnutrition, 10 % seulement sont victimes d'un conflit ou d'une famine.

Les causes de la sous-alimentation et de la mortalité due à la faim et à la malnutrition sont donc infiniment complexes. Elles ne peuvent se résumer à *la guerre* ou aux *catastrophes naturelles*. Elles sont aussi, principalement, *injustices sociales, exclusions politiques et économiques, discriminations*. La diversité des causes est aussi le produit de la diversité des situations : chaque personne ou chaque groupe qui souffre de la faim, de la sous-alimentation ou de la malnutrition vit dans une situation unique, radicalement différente de toutes celles des autres. Il est donc impossible de désigner une cause première, ou une situation typique dans laquelle se trouverait les 852 millions de personnes sous-alimentées.

Pourtant, toutes ces personnes ont au moins deux choses en commun. Premièrement, elles sont *exclues*. Deuxièmement, *leur droit à l'alimentation est violé*.

Toutes ces personnes sont *exclues*.

Elles sont exclues de tout processus de décision, y compris lorsque les décisions prises les concernent immédiatement. Elles n'ont pas de pouvoir politique, personne ne les représente, et personne ne leur demande leur avis. Elles ne *participent pas* aux prises de décisions qui les concernent. Elles sont également *exclues de tout accès aux ressources qui leur permettraient de mener une vie digne, à l'abri de la faim*. En effet, alors que la quantité de nourriture disponible sur la planète est aujourd'hui largement suffisante pour nourrir toute la population mondiale, ces 852 millions de personnes sont sous-alimentées car elles n'ont pas accès à des ressources productives suffisantes (principalement la terre, l'eau, les semences, mais aussi la pêche) ou à un revenu suffisant qui leur permettrait d'assurer, ainsi qu'à leur famille, une existence digne et à l'abri de la faim.

Josué de Castro (1908-1973), sociologue brésilien et président du Comité exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'a très bien résumé : *"La faim, c'est l'exclusion. Exclusion de la terre, du revenu, du travail, du salaire, de la vie et de la citoyenneté. Quand une personne arrive au point de ne plus rien avoir à manger, c'est que tout le reste lui a été dénié. C'est une forme moderne d'exil. C'est la mort dans la vie"*.³

Deuxièmement, *leur droit à l'alimentation est violé*.

Le droit à l'alimentation est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une alimentation adéquate et suffisante ou aux moyens de se la procurer.⁴ Le droit à l'alimentation comprend le droit d'être aidé si l'on ne peut pas s'en sortir seul, mais c'est avant tout *"le droit de pouvoir s'alimenter par ses propres moyens, dans la dignité"*.⁵ C'est le droit de cultiver sa terre pour le paysan, le droit d'accéder à sa zone de pêche traditionnelle pour le pêcheur, le droit à une rémunération adéquate pour le travailleur salarié. Si il y a 852 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, c'est que le droit à l'alimentation est violé à chaque instant, pratiquement dans tous les pays. Pourtant, aucune plainte n'est jamais déposée, aucun gouvernement n'est jamais attaqué, aucune victime n'obtient jamais réparation et compensation.

C'est pour lutter contre cette situation qu'est née en Inde la première campagne nationale pour le droit à l'alimentation, dans le but de forcer les pouvoirs politiques locaux, régionaux et nationaux à respecter leurs obligations de réaliser le droit à l'alimentation de l'ensemble de la population indienne. Pendant cette campagne, les mouvements sociaux indiens - principalement des organisations de protection des droits de l'homme et des organisations de développement - ont trouvé auprès de la Cour suprême indienne, le plus haut pouvoir judiciaire national, un allié de poids. Les juges de la Cour suprême, après s'être déplacés sur le terrain, ont condamné le gouvernement indien pour violation du droit à l'alimentation et ont ordonné la mise en œuvre effective, dans les plus brefs délais et à tous les niveaux, des programmes d'assistance aux plus démunis.⁶

Ces mouvements sociaux en Inde ont donc pu s'appuyer sur un allié judiciaire, sur *un mécanisme de contrôle judiciaire*, c'est-à-dire qu'ils ont pu porter plainte devant un juge national qui a condamné le gouvernement pour violation du droit à l'alimentation. Cette situation est idéale car les décisions des juges sont obligatoires pour le gouvernement. Tous les Etats de la planète ont les obligations de *respecter*, de *protéger* et de *réaliser* le droit à l'alimentation de leur population. La possibilité de porter plainte contre son gouvernement si le droit à l'alimentation n'est pas réalisé dans son pays n'est de loin pas une réalité dans tous les Etats, mais dans chaque partie du monde, un moyen ou un autre existe de revendiquer le droit à l'alimentation et le droit fondamental d'être à l'abri de la faim des populations martyres. La réalisation effective de

ce droit, reconnu par tous, doit aujourd'hui être revendiquée.

Christophe Golay
christophe.golay@iued.unige.ch

Collaborateur du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler, et chercheur associé à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED), Genève.

1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*.

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/007/y5650f/y5650f00.htm

2 FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*.

3 FAO, *Etude de cas sur le droit à l'alimentation : Brésil, 2004*, p. 9. Documents de la FAO : IGWG RTFG /INF 4/ APP.1.

http://www.fao.org/righttofood/common/ecg/51629_fr_template_case_study_Brazil_annex.pdf

4 C'est la définition du droit à l'alimentation donnée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. Ce comité est chargé du contrôle du respect du droit à l'alimentation au niveau international. Comité des droits économiques, sociaux et culturels (12 mai 1999), *Observation générale 12, le droit à une nourriture suffisante (article 11)*, par. 6.

[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/3d02758c707031d58025677f003b73b9?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/3d02758c707031d58025677f003b73b9?Opendocument)

5 C'est ce qu'a défendu Jean Ziegler, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, devant l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 2004. Pour lire son rapport, voir Document des Nations Unies A/595/385, par. 5. <http://www.droitshumains.org/alimentation/pdf/AGOnu-ziegler-04.pdf>

6 La campagne indienne sur le droit à l'alimentation a créé un site internet: <http://www.righttofoodindia.org>.

Le Jardin Potager

La nouvelle coopérative Le jardin Potager propose aux habitants de la région lausannoise des légumes biologiques de proximité livrés une fois par semaine directement du producteur aux consommateurs.

<http://www.lejardinpotager.ch/>

Le jardin pötager



OMC, 10 ans après : un bilan désastreux

Voilà dix ans que l'OMC est censée gérer le commerce mondial et aucun bilan officiel valable n'a été publié. Au vu des résultats catastrophiques, les membres de l'OMC devraient avoir le courage de remettre en question la politique de libéralisation généralisée entreprise.

Un bilan désastreux pour l'emploi et l'alimentation

10 ans d'OMC ont augmenté considérablement le chômage et la qualité des emplois restants s'est dégradée : emplois précaires, sur appel, ou augmentation des heures de travail dans des secteurs tel que l'agriculture. La libéralisation du secteur agricole, avec la baisse des prix qui s'en est suivie, a provoqué la perte de millions d'emplois au plan mondial alimentant la migration massive des travailleurs agricoles et des familles paysannes. La production orientée vers l'exportation a favorisé la dépendance des travailleurs saisonniers et migrants dans les pays les plus riches tout en faisant disparaître l'agriculture familiale sur les différents continents. Que ce soit en Suisse, en Argentine, au Cameroun, en Inde, en Corée ou au Mexique, l'agriculture paysanne orientée vers le marché local survit très difficilement. Les politiques de l'OMC ont gonflé le chômage, la famine et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales. Un comble d'imaginer que ceux qui sont censés nourrir la planète peine à s'alimenter ! Du but premier de l'agriculture qui est celui de satisfaire les besoins premiers de l'être humain, soit de se nourrir, les règles commerciales actuelles nous entraînent toujours plus vers le profit direct et à court terme des entreprises agro-alimentaires. Or le droit à l'alimentation est un droit humain et celui-ci a la primauté sur tout accord économique ou commercial. Cela a été réaffirmé à maintes reprises par l'ONU. Le droit à l'alimentation n'est donc pas une option politique que les Etats peuvent choisir de suivre ou non et sa reconnaissance implique des obligations de leur part.¹

10% de la production dictent nos politiques agricoles

Nos politiques agricoles respectives sont de plus en plus élaborées en fonction de la gestion des surplus mondiaux. Pourtant moins de 10% de la production agricole mondiale est consommée au-delà d'un rayon de 50 kilomètres. Des milliers d'experts se préoccupent de la gestion de ces échanges et fixent des prix mondiaux arbitraires qui ne tiennent absolument plus compte des coûts de production. Si ces experts se concentraient un tant soit peu sur une meilleure valorisation de la production sur le plan local, nous n'aurions pas à subir les règles faussées du commerce international.

Un mouvement paysan comme Via Campesina doit réussir à faire fléchir les gouvernements pour qu'ils orientent leur politique dans ce sens. Dès 1995, le monde paysan a soulevé les incohérences de l'OMC. Depuis quelques années, il a été rejoint par d'autres secteurs de la société qui réalisent les risques de négociations essentiellement basées sur le principe de " l'avantage comparatif " : un pays se spécialise dans la production où il possède un avantage économique relatif, là où il est relativement le meilleur ou le moins mauvais. Il va sans dire que les as-

pects sociaux ou environnementaux n'entrent pas en compte dans ce concept.

Mobilisations nombreuses et variées

2005 a été marquée par de nombreuses mobilisations axées sur le cycle de négociations de Doha. Elles ont été suffisamment nombreuses en Suisse pour confirmer que la population désire avoir un contrôle social sur ce qui se déroule au sein de l'OMC. Une large coalition d'associations et d'organisations - tous secteurs confondus - s'est mobilisée pendant les Conseil généraux de l'OMC : en juillet un " conseil général des peuples " a été organisé et une manifestation unitaire de dimension internationale a battu le pavé en octobre. A Berne, le refus d'un accord à Hong Kong était l'une des principales revendications de la grande manifestation paysanne.

Via Campesina a également été très active à Hong Kong pour faire entendre la voix des familles paysannes. Un mouvement qui s'est soldé par l'arrestation de centaines de paysans dont 14 ont été inculpés pour avoir participé à une manifestation. Un large soutien international, auquel Uniterre s'est associée, a permis la relaxe de 11 d'entre eux, sans condition.

Enjeux agricoles de la rencontre ministérielle de Hong Kong

Sur le plan agricole, les 149 Etats membres de l'OMC devaient trouver un compromis sur la fin des subventions à l'exportation, une réduction substantielle des soutiens internes et un accès facilité au marché par une réduction de la protection aux frontières. Pour l'agriculture suisse, ces 3 mesures combinées pourraient provoquer une perte de 2 à 4 milliards sur la valeur de la production suisse. Le mini-accord intervenu à Hong Kong en décembre 2005 l'a été au détriment des pays du Sud. S'il ne faut pas pleurer la fin possible des subventions agricoles à l'exportation pour 2013, cette décision des Etats membres a été conditionnée à une ouverture plus large des marchés du Sud pour les biens industriels et les services. Offensif sur le dossier des services et des biens industriels et plus prudent sur les aspects agricoles, le gouvernement suisse ne pouvait rêver mieux. Si l'agriculture suisse a donc évité le pire à Hong Kong, elle peut néanmoins s'attendre à subir de plein fouet les décisions de l'OMC dans les prochains mois. 2006 sera donc une année clé en ce qui concerne le pilier agricole qui touche à l'accès au marché et dont les modalités devraient être déterminées au premier semestre. Un accès au marché qui sera basé sur des prix de dumping ne tenant compte ni des coûts sociaux ni environnementaux.

Valentina Hemmeler, syndicat paysan Uniterre
v.hemmeler@uniterre.ch

Article publié dans le journal Uniterre de février 2006

1 Pour plus d'informations sur le droit à l'alimentation : brochure didactique téléchargeable sur www.cetim.ch

Laisser une chance à la production vivrière africaine

Au Togo et au Bénin, la paupérisation des zones rurales s'aggrave, malgré les efforts apportés depuis de longues années. Pour Brücke · Le pont¹, il est temps d'en tirer les conséquences : en continuant à améliorer notre programme, mais aussi en dénonçant l'injustice du commerce international.

Une majorité de la population du Togo et du Bénin survit en s'improvisant agriculteur, à défaut d'emploi rémunérateur. Or " les producteurs de café et de cacao perdent de l'argent année après année " constate Komlan Adanlessossi, directeur de l'organisation CED à Danyi, au Togo. " Ils sont donc retournés aux productions destinées aux marchés locaux : divers légumes, manioc, maïs, poulets". Grâce au soutien apporté par les partenaires

locaux de Brücke · Le pont, de nombreuses familles ont pu accroître durablement leur production agricole. Mais leurs revenus n'ont pas suivi la même évolution, car le cours des produits agricoles est resté chroniquement insuffisant. Les partenaires africains de Brücke · Le pont ont analysé cette situation lors d'un atelier en octobre 2004.

Il en ressort que le programme Togo-Bénin doit poursuivre le soutien aux innovations agricoles, en s'inspirant d'initiatives prometteuses : par exemple l'irrigation et le maraîchage en contre-saison, ou le regroupement massif des récoltes pour les commercialiser en gros, ou la production et le séchage de champignons, etc... Mais il en ressort aussi que Brücke · Le pont doit mieux assumer son rôle de " pont " et de porte-parole en mettant à profit ce qu'elle observe au sud et au nord du pont.

Par exemple dans le commerce du café et du cacao: " Les proportions du café et du cacao payés à un prix équitable au Togo sont minimales " constate M. Adanlessossi. " Les productrices et producteurs ne peuvent plus vivre de ces cultures ". Par contre, du côté nord du pont, des entreprises de l'agroalimentaire ont obtenu en 2005 de juteux bénéfices grâce au commerce de ces produits.

Un autre constat : les marchés ouest-africains ont été inondés en 2004 par des poulets surgelés européens, exportés avec l'aide de subventions. **En quelques semaines, les efforts de centaines d'entrepreneurs africains ont été réduits à néant. Ils n'ont pas pu écouler leurs poulets et ont fait faillite...** sans pour autant que les producteurs européens soient sauvés. Le même phénomène détruit les filières nationales du riz, de l'huile, des œufs !

Face à ces aberrations, Brücke · Le pont et ses partenaires repartent avec une énergie renouvelée. Pour d'une part améliorer encore nos appuis aux travailleuses et travailleurs du monde rural. Et d'autre part pour lutter plus résolument en faveur de relations équitables, jusque dans notre tasse de café.

Thierry Pleines
Responsable du programme Afrique
de Brücke · Le pont
www.bruecke.ch

¹ Brücke · Le pont est l'œuvre d'entraide du syndicat Travail.Suisse et du Mouvement des travailleuses et travailleurs catholiques. Elle soutient les programmes de développement de partenaires locaux, dans 6 pays d'Afrique et d'Amérique latine. Plus d'infos : www.bruecke.ch



De bonnes récoltes ne suffisent pas, encore faut-il pouvoir vendre le maïs à un prix correct.

Les bananes équitables font la différence

Les Suisses dégustent chaque année 75'000 tonnes de bananes toutes provenances confondues dont environ 40% sont issues du commerce équitable.

Chaque semaine, des producteurs de bananes de République dominicaine, de Colombie, du Pérou, du Costa Rica et d'Equateur livrent 550 tonnes de bananes certifiées Max Havelaar en Suisse, dont une grande part de culture biologique.

Sur les marchés mondiaux, le prix des bananes subit sans cesse de fortes fluctuations. Le prix maximal qu'un producteur perçoit en hiver s'élève en moyenne à 5 US dollars le carton de 18,14 kg. Durant les mois d'été, les prix avoisinent les 3-4 dollars seulement. Le commerce équitable garantit aux producteurs un prix minimal stable de 6.75 US dollars le carton, plus une prime de 1 dollar qui est investie dans des actions de développement durable bénéficiant aux populations des régions de production. Les bananeros qui ont livré des fruits équitables en Suisse en 2005 ont réalisé globalement un revenu supplémentaire de l'ordre de CHF 8,3 millions. Le commerce équitable leur a donc assuré un revenu presque double de celui qu'ils auraient réalisé dans le cadre du commerce conventionnel.



Coopérative Coopetrabatur, Costa Rica, certifiée Max Havelaar

Portrait d'une ouvrière bananière Marlene Cedemo Ulloa, Puntarenas, Costa Rica.

Marlene Cedemo Ulloa a 29 ans. Elle est mariée et mère de 3 enfants de 8, 3 et 2 ans. Elle est originaire de Puerto Limon sur la côte atlantique mais a suivi son mari qui est membre de Coopetrabatur dans cette région sud-ouest sur la côte pacifique. Après 6 ans d'école, elle a travaillé dans la filière banane depuis l'âge de 15 ans, d'abord à Puerto Limon dans des fincas de grandes entreprises multinationales. Depuis 1 an et demi, elle est "contratista" (engagement ponctuel limité aux périodes de récolte) à la coopérative Coopetrabatur, certifiée Max Havelaar-commerce équitable.

Elle est sélectionneuse, c'est-à-dire qu'elle découpe les "mains" de bananes au début du processus tri-lavage-contrôle-emballage. Elle ne se plaint pas trop des conditions de travail ou des horaires, la durée de son engagement est définie par contrat (toute la période de récolte),



Marlene Cedemo Ulloa

mais elle considère que son salaire pourrait être augmenté: " Je suis payée à la caisse de la coopérative entre 7.5US\$ et 12.5 US\$ par jour de travail pour une durée moyenne de 10 heures/jour. Nous touchons, grâce à la prime Max Havelaar, une allocation tous les 3 mois de 10'000 colones (env. 30 US\$), pour moi c'est l'argent du moins de douleur. ". Elle dit encore :

" Nous avons beaucoup appris sur le produit depuis que nous exportons pour le commerce équitable. Nous recevons parfois des informations qui nous disent que les consommateurs suisses apprécient nos bananes. C'est valorisant et encourageant. Je participe aux décisions concernant les primes du commerce équitable qui sont investies dans l'entretien des infrastructures et de la logistique, l'ouverture d'une école, un programme santé (visite et consultations d'un médecin un jour par semaine) et toute une série d'activités sociales, culturelles et sportives. C'est vraiment vital pour nous, on ne s'enrichit pas, mais on s'en sort mieux..."

Les jours de conditionnement et expédition des bananes Max Havelaar (en principe entre 1 et 2 jours/semaine, exportation hebdomadaire sur la Suisse: 4000 cartons), Marlene se lève à 5 heures du matin, elle prépare le petit déjeuner et le repas de la journée pour les enfants puis se rend à son travail qui commence à 6 heures. A 8 heures, pause de 25 minutes puis reprise jusqu'à 11h00 pour le repas de midi. Ensuite travail de 12h00 à 15h30 avec pause de 15 minutes. Parfois, lorsqu'il y a une grosse expédition, le travail dure jusqu'à 18h30. Le soir elle fait son ménage et prépare le repas du soir, nettoie la maison et s'occupe des enfants. Elle regarde parfois la télévision "seulement si il y a Arnold Schwarzeneger" (...). Elle se couche régulièrement vers 21 heures et rêve d'avoir sa propre maison. Les week-ends se partagent entre visites aux amies et ballades à la ville voisine sur la frontière du Panama.

Texte et photos: Didier Deriaz,
communication Fondation Max Havelaar (Suisse)
d.deriaz@maxhavelaar.ch

Combattre la faim

Si la famine était répartie entre tous les habitants de la terre, chacun jeûnerait 48 jours par an!

Imaginons que le bien-être des riches et la détresse des plus démunis soient répartis équitablement entre tous les humains. Pour vous et moi, cela signifierait ce qui suit: Le 1er janvier jusqu'à midi, comme tous les habitants de la terre, nous possédons une villa et vivons comme des millionnaires. Les 134,5 jours qui suivent, nous menons une vie typique des classes moyennes en Occident. Nous avons une voiture et nous pouvons nous rendre en vacances à l'étranger.

A partir du 10 mai, nous commençons à avoir peur du lendemain, car il nous faut essayer de garder la tête hors de l'eau avec moins de 2000 francs de revenu annuel.

A partir du 3 septembre, la situation se complique. Nous n'avons plus que 1,50 franc par jour pour survivre au cours des deux mois qui suivent. Souvent, cela suffit à peine pour un repas quotidien. Les premiers signes de malnutrition font leur apparition, par exemple le manque de vitamine A qui, à long terme, provoque la cécité.

Les 48 derniers jours de l'année, nous n'avons plus que la peau sur les os. Terriblement affaiblis, nous n'avons plus qu'un infime espoir de trouver quelque chose à manger deux ou trois fois par semaine.

Fana, petite Ethiopienne de 7 ans, est l'un de ces 600 millions d'enfants qui, chaque jour, sont confrontés à l'horreur de la faim. Chaque jour, 18 000 enfants succombent à la malnutrition. Présente dans le monde entier, Caritas a fait de la lutte contre la faim l'un de ses principaux objectifs. Dans plus de 50 pays, nous participons à des projets destinés à combattre les causes de la famine. Dans des régions arides comme l'Ethiopie, nous réalisons des systèmes d'irrigation. En Inde, nous distribuons des semences de qualité. Au Bangladesh, nous octroyons des microcrédits pour permettre aux paysans d'acheter une vache. En Afghanistan, nous plantons des arbres fruitiers.

La faim n'est pas une fatalité. La faim et la malnutrition ont des causes qui peuvent parfaitement être combattues.

Soudan

Ne pas oublier les enfants du Darfour

"Ici, deux tiers des enfants n'ont pas assez à manger", déplore Adam Gudjai Ali, du conseil des anciens de Fagos. Ce petit hameau retiré du Darfour, dans l'ouest du Soudan, est difficilement accessible. De nombreux habitants risquent de mourir de faim si on ne leur apporte pas de l'aide de toute urgence.

Après qu'une aide-soignante ait mesuré sa taille, Radia se déplace avec anxiété sur la balance. La fillette est trop petite et trop maigre pour son âge. Sa mère explique qu'à la maison, les provisions sont épuisées et que les rares denrées vendues au marché sont hors de prix. La région n'est pas seulement marquée par la terreur que sèment

les milices Janjawid. Même les colonies épargnées par la guerre souffrent d'une grave pénurie alimentaire et d'un manque d'eau inquiétant.

Des semences et une aide alimentaire

Comme la mère de Radia, des centaines de femmes amènent ce jour-là leurs enfants au centre sanitaire de Fagos. Caritas y dispense des soins médicaux et distribue des compléments alimentaires. Pour s'y rendre, de nombreuses femmes ont effectué trois heures de marche sous un soleil de plomb. Elles attendent patiemment leur tour à l'ombre de quelques arbres. C'est un jour comme un autre à Fagos, mais aussi à Falanduke, à Um Labassa et à Dagadussa: des dizaines de milliers de femmes et d'enfants ont impérativement besoin de compléments alimentaires. La prochaine étape consistera à distribuer des semences, afin que les paysans puissent à nouveau produire eux-mêmes le millet et les légumes dont ils ont besoin. Mais les hommes n'osent toujours pas retourner aux champs. La peur de subir des attaques brutales, comme cela se passait voici plus d'un an, est encore trop vive.

Hygiène et construction de puits

L'approvisionnement en eau potable est l'un des problèmes majeurs. Là où il n'y a pas encore de puits, les gens et le bétail se partagent les mêmes points d'eau. Les enfants pataugent dans les mares insalubres où leur mère puise de l'eau. Beaucoup attrapent ainsi la diarrhée, des vers ou autres parasites. Plusieurs villages ne sont toujours pas équipés de latrines. "Les gens ne sont pas assez conscients du rapport entre l'eau et les maladies", relève le doyen du village. A côté de l'aide alimentaire destinée aux enfants sous-alimentés et de la construction de puits, le programme de Caritas et de ses partenaires met donc l'accent sur l'hygiène.

Les projets de Caritas contre la faim dans le monde

Les caprices de la nature rendent la vie dure aux habitants du nord-ouest du **Nicaragua**. Dans ce pays d'Amérique centrale, les inondations succèdent aux périodes de sécheresse et inversement. La fertilité des sols en pâtit. Des méthodes agricoles respectueuses de l'environnement et des engrais naturels remédient à ce problème. Les familles de paysans sont ainsi assurées de pouvoir vivre durablement de leur production vivrière. Dans certains cas, elles parviennent même à en tirer un modeste revenu.

La surexploitation des sols, des réserves d'eau et des forêts est une conséquence dévastatrice de la terrible pauvreté qui sévit en **Haiti**. Un désastre encore amplifié par les inondations et les sécheresses. Caritas soutient des mesures d'entretien des sols et de réparation des installations d'irrigation. Ce faisant, elle assure durablement les moyens de subsistance pour 15 000 habitants

de la région de Gonaïves.

L'**Afghanistan** a traversé de longues années de guerre et de destruction, et ne s'en remet que lentement. Pour assurer leur survie et leur donner une autre option que la culture de pavot, Caritas aide plus de 6500 familles de paysans à cultiver de la vigne et des vergers.

En 2005, une invasion de criquets accompagnée d'une sécheresse ont frappé deux pays du **Sahel**. Caritas a livré 1000 tonnes de céréales pour plus de 20 000 familles du Niger. Chaque semaine, 350 enfants sous-alimentés ont été soignés dans ses cinq centres sanitaires. Au Mali, l'œuvre d'entraide a fourni du millet à 15 000 personnes. Près d'un tiers de la distribution de denrées alimentaires s'est déroulée dans le cadre d'un programme "Food for Work": contre rémunération, les habitants ont ramassé les œufs et larves de criquets, afin de prévenir de nouvelles pertes de récoltes.

Pour nous soutenir: www.caritas.ch; compte postal: 60-7000-4

Bertrand Fischer
b.fischer@caritas.ch

Stopper l'exode rurale grâce au fumier!

L'histoire d'un paysan au Sud du Tchad.

Moussa Djiraïngué est un agriculteur qui vit dans la région du Moyen-Chari au Sud du Tchad. Il a deux femmes et 12 enfants, ce qui fait qu'il y a souvent une vingtaine de personnes à table chaque jour, en comptant son père, ses frères et les personnes de passage. Pas facile de nourrir tout ce monde...

Moussa a quitté son village pour arriver dans la région en tant qu'étudiant d'un centre agricole, situé au bord d'un marigot. Après trois ans, il a terminé sa formation et reçu une paire de bœufs et une charrue. Grâce à ce matériel, il s'est lancé dans l'agriculture aux alentours du centre de formation, tout en étant encadreur des étudiants et formateur au centre.

Après quelques années, le centre a fermé et Moussa a été licencié de son poste de formateur. Il a dû alors prendre une décision :

- * soit rester comme cultivateur sur la terre à côté du centre, mais sans la sécurité de son emploi de formateur,
- * soit retourner dans son village natal pour bénéficier de l'appui de sa communauté, mais risquer de récolter très peu sur les terres lessivées de la région,
- * soit s'exiler en ville pour chercher du travail.

Il choisit finalement de rester et de cultiver la terre à côté du marigot. Aujourd'hui il affirme qu'il vit mieux en étant

simplement agriculteur, qu'avant en étant salarié formateur et agriculteur à temps partiel. Les villageois sont étonnés que Moussa et son ex-collègue formateur Justin ont choisi tous deux de rester avec leur famille et de vivre au bord du marigot, malgré la fermeture du centre. La raison principale de ce choix réside dans la transformation de la productivité du sol que Moussa a pu observer dans les terres qu'il cultive.

En effet, depuis qu'il est arrivé en tant qu'étudiant, Moussa a pu participer à une incroyable restauration de la fertilité du sol sableux situé à côté du marigot.

Le marigot est un ancien marais, dont la terre est très fertile, mais d'une surface restreinte et inondé une partie de l'année, ce qui fait qu'on ne peut pas y cultiver le mil ou y planter des arbres. La terre sableuse aux environs du marigot qui sert aux cultures vivrières (céréales, arachides, soja, sésame, haricot, manioc, etc.) n'est pas en zone inondable et très peu fertile. Malgré la pluviométrie qui est importante (environ 1000 mm par an), les récoltes sont faibles. La première année, raconte Moussa, nous n'avons récolté que deux sacs de maïs sur un hectare (environ 200 kg)! La chance du centre était d'avoir des animaux, qui produisaient chaque année une centaine de tonnes de fumier. C'est cela qui a permis de restaurer patiemment la fertilité de ces sols. Dix ans après la première récolte catastrophique, on obtenait régulièrement des rendements d'environ 3.5 t par ha, soit 17 fois plus qu'au départ!

Au fil des années, Moussa a pu se constituer un cheptel et produire son propre fumier. Il fabrique aussi du compost végétal qu'il utilise pour les cultures maraichères.

Ainsi, un terrain qui avait été donné gratuitement aux responsables du centre de formation, parce que ne valant rien, ne produisant rien, est devenu après dix ans de restauration grâce au fumier et à une bonne rotation des cultures, un terrain sur lequel on a pu récolter des quantités records de céréales.

Roger Zürcher, Espoir pour la Faim
rzurcher@fhi.net
www.esfa.org



Les OGM, une réponse à la malnutrition ?

Impacts sociaux de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés sur les agriculteurs des pays du sud.

Les ogm dans l'alimentation et dans l'agriculture sont à l'heure actuelle un des sujets de société les plus sensibles et plus aptes aux réactions partisans. Cette problématique comprend en effet plusieurs composantes -manipulation du vivant, possibles influences sur notre santé, puissance des multinationales, ...- incitant l'homme à réfléchir plus avec ses tripes qu'avec son cerveau. De nombreux raisonnements provenant des partisans des ogm ou des milieux de défense des petits producteurs et de l'environnement sont donc sujets à caution.

C'est le cas, par exemple, de l'argument philanthropique préféré des multinationales de l'agrotechnique : Les ogm vont éradiquer la faim et la malnutrition qui touchent 777 millions de personnes dans le monde¹. Même s'il est vrai que les plantes GM permettent d'augmenter les rendements, la situation est comme d'habitude plus compliquée qu'elle n'y paraît.

La culture de plantes GM couvraient en 2005, 90 millions d'hectares², dont 36% appartenaient à de petits producteurs des pays du Sud (Brésil, Chine, Argentine...) Les espèces génétiquement modifiées les plus souvent plantées sont le maïs, le soja et le coton. Ces plantes possèdent, plusieurs avantages sur leurs cousines naturelles. Par exemple, le maïs Bt est résistant à son ennemie héréditaire, la larve de la pyrale ; le soja Round Up permet d'asperger son champ d'herbicide Round Up sans tuer ses cultures et le processus de décomposition de la tomate Flavr Savr est ralenti.



Toutes ces plantes ont pour objectifs de réduire les pertes et d'augmenter productivité et rendement cultural. Cette augmentation de la production agricole devrait donc permettre de nourrir l'intégrité de la population mondiale qui compte trois estomacs de plus par seconde. De plus, la possible création d'organismes végétaux répondant aux besoins spécifiques des populations du Sud pourrait permettre d'augmenter les rendements dans des zones au climat difficile ou d'améliorer la qualité nutritionnelle de certains aliments. On peut citer par exemple, un manioc résistant à la mosaïque virale africaine, un riz qui pousserait sans eau et le fameux *Golden rice* enrichi en β -carotène qui pourrait empêcher plus d'un million d'enfants de mourir de carence en vitamine A.

Face à ces belles promesses, les résultats sont encore minces. On n'a constaté aucune augmentation de la production agricole liée aux ogm³, et les gènes de résistance au froid, à la sécheresse ou à la salinité sont encore très mal connus. Il est, de plus, évident que l'industrie agrotechnique concentre ses recherches sur les semences qui rapporteront le plus de profit et les petits producteurs du Sud n'ont évidemment qu'un pouvoir d'achat limité. La question des brevets est également problématique. Par exemple, l'élaboration du *Golden Rice*, développé et financé par des institutions publiques, a nécessité l'utilisation de plus de 70 processus brevetés. De longues négociations avec les multinationales du secteur ont donc été nécessaires pour assurer une future distribution gratuite des semences aux paysans.

Si les semences sont une composante essentielle de l'agriculture, le monde paysan ne se résume pas à elles. Pour appréhender les effets des ogm sur les populations du Sud et leur 60% d'agriculteurs (Asie et Afrique), il faut considérer le système dans son entier.

En cultivant des plantes GM, les petits producteurs quittent un mode de production autarcique et vivrier et deviennent dépendants des grandes firmes agronomiques et de leurs tarifs. L'utilisation des ogm implique en effet une agriculture intensive qui nécessite des pesticides (la plupart des ogm sont de type résistants aux herbicides) et tend, dans un deuxième temps, vers une mécanisation du travail. La dépendance peut également être poussée très loin dans le cas des semences "terminator", "traître" ou de type "stérilité contractuelle" qui empêche l'agriculteur de ressemer librement les graines récoltées. De plus, la plupart des plantes ogm sont des cultures d'exportation vouées à l'alimentation animale (maïs et soja) ou à l'industrie (coton) et non plus à l'alimentation des populations locales. Ce changement de semence entraîne donc de nombreux autres bouleversements comme une importation accrue de produits de consommation -avec le risque d'avoir des prix plus élevés- et un renouvellement des filières alimentaires et des différents vendeurs.

Ces nombreux changements vont transformer radicalement l'économie agricole de l'Asie et l'Afrique, entraînant à terme une disparition des petits producteurs et une concentration des surfaces récupérées par de grands propriétaires. Ceux-ci vont peu à peu passer à de grandes

monocultures et à une mécanisation importante. Ce phénomène, qui s'est déjà passé dans une partie de l'Amérique Latine, - par ailleurs le deuxième producteur mondial d'ogm- a entraîné l'apparition de millions de paysans sans terre ; accentuant l'exode rural et le remplissage des favelas.

En passant aux ogm, le système agricole des pays du Sud qui est souvent encore très traditionnel, va subir une véritable révolution (semences, nombre d'emplois, origine des produits de consommation...). Cette révolution paraît inévitable, mais pour ne pas accroître la pauvreté, elle doit être accompagnée de mesures étatiques protégeant les plus faibles. Ce n'est qu'à cette condition que les ogm pourront véritablement améliorer les conditions de vie et l'alimentation des agriculteurs du Sud.

La véritable question est peut-être : avons-nous réellement besoin de plantes génétiquement modifiées ? Pour lutter contre la famine, il est clair que non car la terre produit bien assez de calories pour nourrir tout le monde, le taux d'accroissement de la production de céréales (2.2%) devance d'ailleurs le taux de croissance de la population (1.7%). Les pénuries alimentaires actuelles sont en majorité dues à de mauvaises situations politiques (dictature, guerre...) ou à la pauvreté (chômage...) des populations⁴. Famine et malnutrition sont essentiellement un problème de répartition et d'inéquité du système commercial mondial. Les initiatives comme le *Golden Rice* ne s'attaquent donc pas au fond du problème : pourquoi ces populations rurales n'ont pas les moyens d'acheter des fruits et des produits laitiers à leurs enfants ? La pauvreté qui touche une bonne partie du monde est due à de nombreux mécanismes sociaux, politiques et économiques et les ogm ne pourront rien faire contre cela.

Alexa Wiskott-Massé
alexa.wiskott@epfl.ch

Bibliographie :

Enjeux et impacts des organismes génétiquement modifiés (OGM) pour l'agriculture du Nord et du Sud http://www.ucmb.ulb.ac.be/~jvanheld/biologie_societe/OGM.pdf#search= accédé en avril 2005

1 <http://www.fao.org/worldfoodsummit/french/fsheets/malnutrition.pdf>

2 Wikipédia : organisme génétiquement modifié, selon le site de l'ISAAA



3 Pro Natura, Contributions à la protection de la nature en Suisse N°24/2001, Génie génétique et protection de la nature

4. "La famine apparaît seulement là où il n'y a pas de démocratie" Entretien avec Amartya Sen, Prix Nobel d'économie LE MONDE ECONOMIE 2002 | http://web.radicalparty.org/presreview/print_right.php?func=detail&par=2500

La malnutrition : qu'en est-il de ce fléau actuel?

Aujourd'hui, près d'un million d'êtres humains sont privés de leur droit élémentaire à l'alimentation (ONU, 2004). Mais, on confond fréquemment famine et malnutrition qui ont des origines bien différentes.

Les famines, qui sont caractérisées par des situations d'urgence, sont d'abord les conséquences des guerres et sont devenues une "arme politique". La sécheresse, les invasions de criquets et autres catastrophes naturelles n'ont de loin pas des effets aussi dévastateurs que le recours à la terreur en tant qu'arme de guerre. Les famines " modernes " sont dans l'immense majorité des cas créées ou organisées par des dictateurs ou par des Etats refusant une politique de réforme agraire laissant des populations entières dans l'extrême pauvreté.

Par contre, la malnutrition est liée avant tout à la qualité des aliments absorbés, à leur valeur nutritionnelle. Elle entraîne des troubles suite à l'usage prolongé d'une nourriture ne fournissant pas l'ensemble des éléments nécessaires à la santé (en particulier acides gras essentiels, vitamines, minéraux, fibres, etc.). A l'inverse, une alimentation peut aussi mener à la malnutrition par des apports excessifs ou déséquilibrés de certains nutriments (typiquement graisses, sucres et protéines dans les pays industrialisés).

Dans les pays pauvres, la malnutrition est surtout due à la basse qualité des aliments et à la faible variété disponibles qui provoquent une " malnutrition chronique ".

Les 3 principales carences sont : 1. la vitamine A représentant un grave problème de santé publique dans une soixantaine de pays ; 2. l'iode pour près de 30 % de la population mondiale et ; 3. le fer, pour deux milliards de personnes montrant des taux d'hémoglobine anormalement faibles ainsi que, pour les enfants, des retards de croissance (source UNICEF).

Plus que la faim, le véritable enjeu est aujourd'hui la malnutrition. Les carences en micro nutriments (vitamines, minéraux, oligoéléments) ne permettent plus à l'organisme d'assurer sa croissance ou de maintenir ses fonctions vitales.

La malnutrition chronique est extrêmement lourde de conséquences pour les enfants en bas âge, menant à l'augmentation de la mortalité infantile et entraînant des populations défavorisées dans un cercle vicieux. En effet, dans l'extrême pauvreté, le taux de natalité augmente puisque les enfants constituent la seule " assurance vieillesse " possible même si leurs besoins vitaux ne peuvent être pourvus.

De plus, pour les quelques enfants qui survivent à leurs premières années, une diminution du développement mental due à l'anémie est probable. Alors qu'ils ont déjà généralement plus difficilement accès à l'école, leur chance de réussite est d'autant plus compromise par leurs carences alimentaires. L'UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund) estime ainsi que la malnutrition tue plus de 10 millions d'enfants par an.

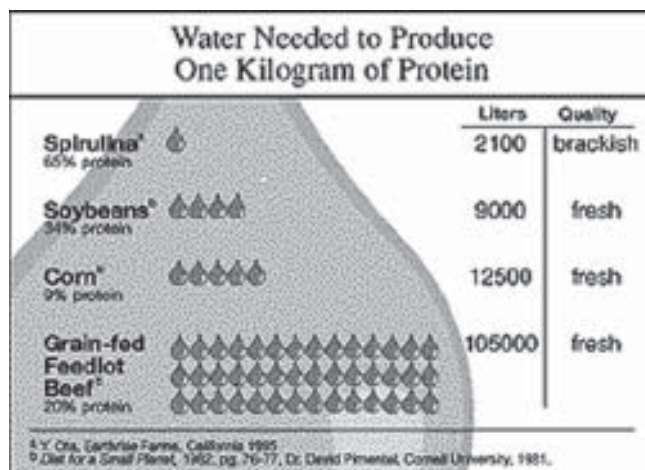
De même, la paix ou le développement économique sont mis en périls pour des populations en sous-nutrition ou malnutrition car celles-ci génèrent continuellement des guerres et de grandes migrations.

Réponse globale

Aujourd'hui l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et l'UNICEF reconnaissent que la malnutrition a été trop longtemps négligée et qu'elle diminue la capacité productive non seulement des sous-alimentés, mais de nations entières.

La Commission des Droits de l'Homme et l'ONU (Conférences de la FAO -Food and Agriculture Organization- etc.) ont également publié plusieurs rapports sur le droit à une alimentation suffisante décrivant les divers aspects théoriques d'un tel droit. Pourtant, il n'existe toujours pas de cadre juridique international.

L'alimentation qui est la clef de la santé n'est ainsi pas reconnue en tant que telle ni en tant que véritable droit. En effet, les efforts d'amélioration des conditions de certaines populations sont à faire sur le long terme avec un meilleur accès à la formation. Malheureusement, la méthode " curative " est généralement plus facilement appliquée à l'échelle mondiale que les approches préventives moins spectaculaires mais plus efficaces.



Surplus mondial, manque local

Tous les experts s'accordent à reconnaître que ce ne sont pas les quantités de nourriture produites qui font défaut, mais bien l'accès à cette alimentation. D'ailleurs l'augmentation des rendements agricoles ne diminue pas le nombre des affamés.

Au contraire, la lutte contre la faim dans le monde n'est parfois qu'un alibi pour des pratiques technico-commerciales. Par exemple, avec l'expansion des semences génétiquement modifiées une dépendance économique se crée vis-à-vis des industriels par le biais des redevances des brevets.

De plus, la recherche donne généralement préférence aux technologies de pointe dans le cadre d'une logique d'exploits, de rendements rapides et de patentes. Les progrès de la biotechnologie ne permettront donc vraisemblablement pas aux plus démunis de s'assurer une nourriture suffisante. Les populations défavorisées ne pourront améliorer leur sort que par les aliments qu'elles pro-

duiront elles-mêmes.

Paradoxalement avec le commerce mondial, de nombreux pays, tels que l'Inde, le Brésil ou des pays d'Afrique exportent des denrées alimentaires à des prix ridiculement bas vers l'Europe ou les Etats-Unis, alors que dans ces pays, près de la moitié de l'enfance vit dans la malnutrition.

Comme pour bien d'autres problèmes, les réponses se situent à une échelle locale notamment en encourageant la production agricole familiale de subsistance et non de vente. Une solution alimentaire adaptée devrait ainsi être soutenable à long terme en assurant un apport nutritionnel intéressant et en s'intégrant dans une économie locale respectant les petits agriculteurs et la population. Des organisations non gouvernementales (ONG) tentent d'appliquer cette vision à l'exemple d'Antenna Technologie qui lutte contre la malnutrition notamment en favorisant la production locale de Spiruline¹ comme excellent complément alimentaire.

dérante dans nos assiettes puisque avant l'industrialisation ils étaient inaccessibles ou signe de richesse. Pourtant, ils ne contiennent de loin pas les meilleurs nutriments et l'on assiste à l'émergence de nombreuses maladies dites de civilisation (excès de poids, problèmes cardio-vasculaires, diabète, cancers etc.) fortement influencées par ce mode alimentaire.

Alors que dans les pays du Sud, la solution se trouve dans des programmes d'aide locale, dans notre hémisphère, la majorité des maux d'origines alimentaires pourraient s'atténuer par une plus grande attention portée envers la nourriture choisie. En particulier par l'augmentation de consommation de fibres, de fruits et de légumes de saisons et la diminution de celle de viande et de produits d'origine animale.

Ainsi, nous aurions la chance, si nous le voulons bien, de faire en sorte : " Que ton aliment soit ton remède et ton remède ton aliment " comme l'a si bien exprimé Hippocrate (père de la médecine moderne) déjà 400 ans avant notre ère.



Photo de J. Malay

Karen Steinbach
karen.steinbach@epfl.ch

Note 1 : La spiruline est une cyanobactérie, fréquemment considérée comme une algue d'eau douce, elle contient beaucoup de protéines, vitamines, oligo-éléments, sels minéraux et acides gras. Elle était utilisée chez les Aztèques et l'est toujours chez les Kanembous au Tchad.

Pays du Nord : même problème, autre contexte...

La malnutrition n'est pas un sujet médiatique. Même dans les pays riches les carences sont très présentes également (selon la Société Suisse de Nutrition Clinique environ 14% de la population suisse souffre de carences nutritionnelles) et le problème est presque ignoré. Il est intéressant également de constater que, dans nos régions, ce ne sont pas uniquement les classes défavorisées qui sont touchées (le revenu n'étant généralement pas limitatif pour l'accès à une alimentation équilibrée) mais l'ensemble de la population selon l'importance qu'elle accorde à bien se nourrir.

Notre alimentation occidentale est issue d'habitudes difficiles à remettre en question. En particulier, les produits raffinés, exotiques ou carnés gardent une place prépon-

Références :

- Denis von der Weid, *Malnutrition un massacre silencieux*, cahier Antenna n°1, 2000, Genève
<http://www.antenna.ch/>
- Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition* par la conférence mondiale de l'alimentation, 1974, ONU
http://www.unhcr.ch/french/html/menu3/b/69_fr.htm
- http://www.fao.org/tc/DCP/docs/dcpbrochure_fr.pdf
- <http://terresacree.org/>
- <http://credesa.online.fr/>
- <http://www.unicef.org/>
- <http://www.who.int/>

Promouvoir un comportement responsable envers l'environnement par notre alimentation

Un acte essentiel comme celui de se nourrir semble malheureusement être insignifiant pour la majorité des gens. Peu de personnes se préoccupent des diverses conséquences que ce geste vital a sur la Terre. En effet, la société semble nous faire oublier ce que cela signifie et nous faire littéralement avaler tout ce qu'elle veut. L'alimentation est banalisée de telle manière que l'on mange parfois n'importe quoi rien que par habitude. Mais pourtant le contenu de notre assiette a des effets considérables tant pour nous que pour le reste du monde.

L'exemple de la consommation de viande massive en occident peut nous révéler bien des constatations malheureuses.

Impact sur l'environnement

Nous gaspillons des protéines en grande quantité. L'alimentation carnivore demande un étage de plus dans la chaîne alimentaire. Ainsi on a besoin de 7 fois plus de céréales pour obtenir de la viande plutôt que de s'en passer et manger des produits à bases végétales. Lorsque l'on sait combien on déboise par année (13 millions d'ha par an selon World Resources Institute soit plus de trois fois la superficie de la Suisse), dont 80% pour l'agriculture, on voit le gaspillage mondial que cela représente.

En 1990, 50% des céréales cultivées en Suisse (70% aux USA) étaient destinées à l'alimentation des animaux. Il y a aujourd'hui trois fois plus d'animaux de rentes sur terre que d'hommes. Rien qu'en Suisse notre production céréalière pourrait nourrir 30 millions de personnes dans le monde.

Consommation d'eau excessive

Le rapport de besoin en eau entre production animale et végétale varie de 20 à 150. De plus, les eaux provenant des élevages massifs ressortent très polluées. La sur-fertilisation de l'eau (provenant notamment de l'ammoniac) amène la disparition de la diversité des écosystèmes aquatiques. A cela s'ajoutent tous les engrais et pesticides dus à l'agriculture. En prenant en compte ces paramètres plus le besoin élevé en énergie de la production, le prix de la viande devrait être doublé ou triplé. Au lieu de cela, l'industrie de la viande est subventionnée dans presque tous les pays car elle n'est pas rentable. Et la consommation augmente: en Suisse (et dans bien d'autres pays), la quantité de viande consommée par personne a dépassé celle du pain !

Désertification

Dans des régions peu fertiles (comme les steppes et prairies d'Afrique et d'Amérique du Nord, etc.) là où il n'est presque plus - voire plus du tout - possible de pratiquer l'agriculture il se pratique encore de l'élevage: le bétail mange l'herbe qui y pousse. Pourtant, les régions désertiques surviennent lorsque le niveau des nappes phréatiques s'abaisse de plus en plus et que la végétation disparaît progressivement. Une des raisons principales en est



justement la production de viande pour ses grands besoins en eau et en surface. De plus, les forêts -qui sont indispensables pour retenir l'eau- perdent du terrain. Les régions peu fertiles sont ainsi de plus en plus fréquentes. Quelques organisations d'aide au développement ont admis ce fait mais certaines font encore fausse route. En effet, il est préférable de reboiser pour un équilibre écologique durable plutôt que de creuser le sol de plus en plus profondément pour trouver des sources d'eau potable en vue de nourrir les animaux destinés à la consommation humaine. Les prairies et pâturages ne retiennent l'eau que dans une faible mesure et entraînent une sécheresse beaucoup plus rapide qu'avec des arbustes et des arbres.

Augmentation de l'effet de serre et pollution des eaux

L'élevage intensif actuel entraîne encore d'autres problèmes importants. Un bovin émet environ 60 litres de méthane par jour. Nous en élevons actuellement 1,3 milliards. Le méthane est 25 fois plus efficace que le CO₂ en terme d'effet de serre et est le deuxième gaz responsable de l'augmentation actuelle de la température. En ajoutant le CO₂ émis par la déforestation pour l'élevage et les pâturages, les conséquences deviennent plus évidentes.

La consommation de poisson n'est pas plus recommandable

La surpêche de poisson entraîne des conséquences similaires et le marché piscicole est en pleine expansion, depuis 20 ans, il a augmenté de 68% !

La Suisse a consommé, en 2000, en moyenne 19 kilos de poisson par personne (proche du chiffre européen) qu'elle importe à 97% et parfois de pays où les moyens

de pêche et de production ne respectent ni les standards écologiques ni ceux de la protection des animaux que l'on applique en Suisse.

L'exemple de l'élevage de crevettes en Thaïlande est frappant : la disparition massive des mangroves (milieux naturels très riche en biodiversité) pour l'expansion de cette industrie a impliqué un effet aggravant dans les impacts dû au tsunami fin 2004. Cet élevage sur les côtes de la Thaïlande avait pourtant été encouragée il y a peu par d'énormes investissements de la Banque Mondiale, la Banque de développement Asiatique, US AID et la FAO pour le développement de l'économie d'exportation. Le maintien de cet écosystème naturel aurait pu diminuer de manière significative la terrible catastrophe car les mangroves protègent naturellement des grandes variations de niveaux d'eau (de même que le font les forêts contre les avalanches). De plus, de part le monde les espèces marines sont de plus en plus menacées (listes de The World Conservation Union). La pêche intensive à l'aide de vastes filets flottants attrapent plus qu'il n'est nécessaire sans distinction envers les espèces en voie de disparition.

Paradoxes et incompréhensions

La consommation carnivore intervient ainsi dans bon nombre de problèmes auxquels la planète est de plus en plus confrontée sans évoquer les considérations d'ordre éthique (pourtant de taille !). Peu de gens osent ouvertement aborder le sujet et les réactions qu'ils rencontrent sont parfois très agressives. On peut également mesurer la

puissance du lobby de la viande et de son industrie par le fait que depuis 1994 les subventions accordées pour les céréales alimentaires, destinées surtout à la fabrication du pain, n'ont pas été maintenues, d'une part, alors que, d'autre part, les subventions pour les cultures fourragères l'ont été. Résultat: les céréales alimentaires et autres aliments de nature végétale doivent être importées en Suisse, vu que plus de terres arables sont utilisées pour les cultures fourragères. Selon l'office fédéral de la statistique : " La production animale représente près des trois quarts de la production agricole suisse "1. Vous pouvez également juger par vous-même des campagnes de publicité Proviande Suisse, pas besoin de commentaires, elles parlent d'elles-mêmes!

Quant aux mythes des végétariens qui manquent de protéines et de différents autres composants vitaux, ils sont entièrement démentis de nombreuses fois. Un grand nombre de représentations erronées sont communes dans notre société. On associe, par exemple, le végétarisme à un régime de privation et de carences. Au contraire, bien des problèmes de santé sont liés à une consommation excessive de produits carnés (maladies cardio-vasculaires, diabète, rhumatisme...) et la satisfaction de manger sans avoir créer des souffrances ne peut qu'être plus grande. Toute alimentation doit bien sûr être équilibrée et diversifiée mais se passer de viande du moins en partie est tout à fait aisé en sachant varier les aliments de manière raisonnable.

Ainsi, même si le végétarisme ou le végétalisme sont des pratiques inimaginables pour bon nombre de personnes, elles ont le mérite de soulever et de tenter d'améliorer des problèmes fondamentaux de notre société. Ce n'est pas la seule source d'injustice ni de pollution dans le monde mais les faits énoncés précédemment méritent d'être pris en compte lorsque l'on parle de réduire la malnutrition et les problèmes environnementaux. On peut aussi juger si une organisation d'aide au développement œuvre pour accorder une aide efficace ou si elle vise à exporter une économie non-durable, basée sur la viande.

Karen Steinbach

karen.steinbach@epfl.ch

Avec la participation de: Roberto Conti

roberto.conti@epfl.ch

Et avec des extraits de l'article de Renato Pichler : www.vegetarismus.ch/heft/f2004-4/steppes.htm

Autres références :

1 : www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/land_und_forstwirtschaft/uebersicht/blank/panorama/produktion.html

www.wri.org

www.vegetarisme.ch

www.worldwatch.org

Rifkin Jeremy, Beyond Beef :The Rise and Fall of the Cattle Culture, London, Plume Books, 1993

www.earthisland.org/MAP/tsunami.htm

www.iucn.org/themes/ssc/sgs/sgs.htm#fishes





PROGRAMME CAP SUD 2006



Lundi 27 Mars :

17h15 – 18h : CO 2 « **Le droit à l'alimentation** »

Christophe Golay – chercheur à l' « Unité de recherche et d'appui sur le droit à l'alimentation » - IUED, collaborateur de Jean Ziegler aux Nations Unies

Mardi 28 Mars :

12h15 – 12h45 : CO 123 « **Principles and results of genetic engineering in agriculture - an introduction** »

Florian Wurm – professeur en biotechnologie et génie biologique à l'EPFL

12h45 – 13h15 : CO 123 « **Bilan après trois ans de culture de coton transgénique en Inde. Agriculture transgénique pour les pays du Sud : solution ou imposture** »

Catherine Morand - responsable antenne romande de SWISSAID

17h15 – 18h : CO 1 « **La souveraineté alimentaire** »

Bastienne Joerchel – Responsable du bureau régional d'Alliance Sud, secteur politique et développement
et **Valentina Hemmeler** – Secrétaire d'Uniterre

Mercredi 29 Mars :

11h00 – 17h00 : Hall du CO, **Stands d'ONG**

18h15 – 18h45 : CO 2 « **Quel est le coût énergétique de notre alimentation ?** »

Tourane Corbière-Nicolier – chercheuse sur la durabilité locale à l'institut de politiques territoriales et d'environnement humain (UNIL), docteure en environnement.

19h – 19h45 : CO 2 « **Les impacts des politiques agricoles suisses sur les pays du Sud** »

Markus Luthi – Pionnier de l'agriculture biologique en suisse Romande, Consultant international en agriculture durable

Jeudi 30 Mars :

12h15 – 13h : CO 3 « **Stratégie alimentaire durable pour le 21^{ème} siècle** »

Claude Auroi – professeur à l'IUED, chercheur sur le commerce alternatif équitable et durable et la mondialisation et les transformations agraires (conférence organisé en collaboration avec **Unipoly**)

18h00 – 19h30 : CO 2 Projection du documentaire « **le Cauchemar de Darwin** »

Vendredi 31 Mars :

21h00 : **Tournoi de foot** au centre sportif de Dorigny

Les midis, venez vous régaler avec des Repas du Monde sur l'esplanade.

Plus d'information : <http://idm.epfl.ch/capsud>

no comment

On a Faim

Bérurier x Noir, 1987

*Du pain, du vin et du Boursin
Oui mais les pauvres ont toujours faim
Tout ce gâchis de nourriture
Nous ne mangeons pas les ordures
Partage ton verre partage ton pain
Comme par hasard il n'y a plus rien
Salut à l'Armée du Salut !
On fait la manche dans la rue !*

*On a faim en Afrique !
On a faim au Mexique !
On a faim en Asie !
On a faim même ici !*

*Rien à becqu'ter dans le squatt
Rien à griller même pas des boîtes
Un petit chèque humanitaire
Directos dans les poches à Drucker
Bientôt on crève voilà l'hiver
Encore un peu d'Soupe Populaire
As-tu remercié les Bouddhas
Avant d'entamer ton repas ?*

*On a faim on veut du riz
On a faim des spaghettis
On a faim des brocolis
On a faim à Paris*

*Salut à la Croix-Rouge française
Bouffer des boîtes ça conserve
Salut même aux Restaus du Coeur
C'est tout-d'mêm'mieux qu'chez les
[bonnes soeurs !*

*En revenant de la Fontaine
J'ai attaqué mon frites-merguez
T'as pas balle cent, eh kamarade !
J'ai pas une thune mêm'pas pour oim !*

*On a faim comme des loups
On a faim mais pas des coups
On a faim on veut des frites
On a faim mais pas des flics !!!*

*Partout on a faim c'est la guerre
Dans tous les quart-mondes de la Terre
Et on a faim aussi à l'Ouest
Du Nord au Sud et même à l'Est
Et on a faim dans toutes les gares
As-tu pensé aux jeunes clochards ?
T'as pas balle cent, eh kamarade !
J'ai pas une thune, j'roule en Jaguar !*

*On a faim du mafe
On a faim dans les foyers
On a faim on fait la manche
On a faim et "merde in France"*

*Combien y a-t-il de gens qui crèvent
Dans l'oubli, le froid, la misère
Et combien y a-t-il de gros bourges
Qui remplissent les poubelles de bouffe
Salut aux restaus tunisiens
Un bon couscous ça fait du bien !
Mais depuis qu'j'ai bouffé mon chien
Je suis d'venu végétarien*

*On a faim des céréales
On a faim et pas des chats
On a faim du nuoc-mam
On a faim et pas des rats !*

ON A FAIM !



Ingénieurs du Monde,
Centre Midi - EPFL,
1015 Lausanne
<http://idm.epfl.ch>